« Soy disant prieur et administrateur de l'Hôtel-Dieu d'Angers »

Censure et enquête criminelle contre Jean Lebigre, évêque de Toulon (1491-1496)

Frédéric Chaumont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1144>

DOI : 10.4000/abpo.1144

ISBN : 978-2-7535-1497-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2005

Pagination : 121-145

ISBN : 978-2-7535-0125-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Frédéric Chaumont, « « Soy disant prieur et administrateur de l'Hôtel-Dieu d'Angers » », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-1 | 2005, mis en ligne le 20 mars 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1144> ; DOI : 10.4000/abpo.1144

« Soy disant prieur et administrateur de l'Hôtel-Dieu d'Angers »

Censure et enquête criminelle contre Jean Lebigre, évêque de Toulon (1491-1496)

Frédéric CHAUMOT
Professeur certifié d'histoire-géographie

« A nos seigneurs du Parlement ;

Supplie humblement l'abbesse du moustier de Notre-Dame d'Angiers, comme il soit ainsi que japiecza l'ospital, houstel-Dieu et ausmonerie de Saint-Jehan d'Angiers eust esté saisi par arrest de la court pour les insolances et males versacions de frère Jehan de La Mothe, lors prieur et administrateur de l'aumounerie, et de présent messire Jehan Lebigre, soy disant evesque de Thoulon, qui est tel personnage que ung chacun scet, se dit de présent prieur dudit prieuré¹... »

En exergue, les premières lignes de la requête que l'abbesse du Ronceray présente courant juillet 1494 devant le Parlement de Paris, dressent, certes très sommaire, le portrait peu flatteur des deux clercs ayant à l'époque la charge et administration de l'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste d'Angers. Le ton est pour le moins incisif, virulent, pour ne pas dire lapidaire. Bienfaitrice privilégiée et principale collatrice de l'institution, comme elle aime souvent à le rappeler en de telles occasions, elle désavoue ici sans détour les deux religieux ; le premier – Jean de La Mothe – alors sous le coup d'une procédure pour « male administration et petit goudvernement² » devant le Parlement, et le second – Jean Lebigre – dont le titre et bénéfice de prieur de l'hôtel-Dieu serait détenu abusivement. Forte de ses prérogatives de patronne de l'établissement, elle demande instamment aux magistrats l'ouverture d'une information contre Jean Lebigre. Les officiers royaux diligenteront effectivement une enquête pour s'assurer de sa « bonne possession et jouissance de l'administration³ » de l'hôpital.

1. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 110.

2. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs A 8.

3. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 110.

Malgré sa brièveté, quelques mois⁴, l'affaire Lebigre est particulièrement bien documentée. Conservé à la Bibliothèque municipale d'Angers, un recueil de titres⁵ de l'abbaye du Ronceray concernant les droits de l'abbesse sur l'hôpital Saint-Jean, rassemble une dizaine de pièces, permettant de couvrir l'ensemble de la procédure. Plus que leur nombre, la variété des actes collationnés dans ce registre constitue un des intérêts manifestes du dossier. Il contient en effet les copies de sentences prononcées et des arrêts délivrés par le Parlement, mais aussi deux longs procès-verbaux. Le premier en date du mois d'août 1494, est la transcription⁶ des témoignages à charge auditionnés à la demande de l'abbesse contre Jean Lebigre. Quant au second, établi au mois d'octobre de la même année, il consigne au jour le jour l'exécution⁷ des arrêts. Particulièrement instructifs et détaillés, ces actes permettent de suivre de manière précise le déroulement du procès, présentant les divers acteurs et leurs argumentaires. Ils constituent le véritable point d'ancrage documentaire de cette étude. De plus, d'utiles compléments chronologiques sont fournis par l'inventaire et l'analyse de ces pièces, extraites des fonds parlementaires. En effet, des registres spécifiques⁸, conservés aux Archives nationales, recensent toutes les procédures portées à la connaissance du Parlement dont les hôpitaux de France ont pu être l'objet. Compilation d'actes réalisés entre la fin du xvi^e siècle et le début du xvii^e siècle, ils représentent de véritables greffes des minutes des jugements et des déclarations des procédures. Ils pallient ainsi la disparition de certains documents et assurent un suivi minutieux du procès dans chacune de ses étapes. Plus curieux, hasard de la conservation peut-être, le fonds de l'hôtel-Dieu⁹ n'est en revanche que de peu de secours. Malgré son volume et sa richesse, aucun renvoi à l'affaire et une unique mention marginale pour le principal intéressé a été répertoriée.

Sur le fond, le différend opposant Jean Lebigre et l'abbesse du Ronceray est d'une singulière banalité. Il illustre, une fois encore, les difficultés inhérentes aux pratiques bénéficiales en cette fin du xv^e siècle et ces sempiternelles querelles d'investiture opposant patrons, titulaires et candidats. La personnalité des incriminés et des acteurs n'est certes pas dénuée de tout intérêt, pas plus que la complexité d'une procédure portée devant le Parlement, qui à l'évidence, par sa matière, relève du droit canon et de la seule justice de l'officialité. Mais elles ne sauraient justifier seules l'atten-

4. Quoique les dates extrêmes de l'affaire soient 1491-1496, l'essentiel de la procédure se déroula entre le 15 mars et le 31 octobre 1494.

5. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 110-136.

6. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 114-126.

7. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 127-136.

8. Arch. nat., z¹n, registres de la Chambre de Réformation des hôpitaux et maladreries.

9. Le fonds de l'hôtel-Dieu d'Angers fait l'objet aux Arch. dép. de Maine-et-Loire d'une série fictive dite H supplément que nous abrégeons par Hs, les deux instruments de recherche sont : PORT, Célestin, *Inventaire des Archives anciennes de l'hôpital Saint-Jean d'Angers précédé d'une notice historique et suivi d'un cartulaire de cet hôtel-Dieu*, Paris-Angers, 1870 et *Supplément à l'inventaire des Archives hospitalières antérieures à 1792*, dactylographié, Angers, 1982.

tion portée à ce procès. Opportunément documenté, il témoigne d'une actualité à la fois juridique et hospitalière particulièrement âpre. En effet, au tournant des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, les procès instruits contre les prieurs, recteurs ou administrateurs des maisons-Dieu abondent. Fustigés de toutes parts, ils se voient reprocher les mêmes griefs : incompétence, corruption, et malversation de tout ordre. Le mal est si enraciné que les œuvres de miséricorde s'en trouvent passablement négligées. La plainte est telle que les bourgeois des échevinages, relayés par plusieurs ordonnances royales, obtiennent la dénegation des bénéfices hospitaliers et la direction des institutions d'assistance¹⁰. La réforme hospitalière commande alors leur communalisation et laïcisation¹¹. Traditionnellement retenu, ce schéma historiographique tient tout de même beaucoup de l'appréciation et de la reprise, jusque dans leur formulation, de ces différentes incriminations.

À travers le dossier Lebigre, il est non seulement possible de retracer ici une chronique judiciaire et les aléas d'un priorat avorté et controversé, mais également, chose peut-être plus rare, d'examiner de plus près ce thème, sans cesse avancé par l'historiographie hospitalière, de l'abus et du scandale. Pour ce faire, il convient de porter une attention toute particulière aux dépositions des témoins comme aux mémoires des juristes angevins de l'époque moderne.

Le Parlement, l'évêque et l'hôpital

L'hôpital Saint-Jean : « Un beaug prieuré conventuel et eslectif de l'ordre de Saint Augustin »¹² »

Bâti sur la rive droite de la Maine, l'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste d'Angers évoque parfaitement ces grands hôtels-Dieu urbains nés de « la révolution de la charité » et de la piété laïque au tournant des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Fondé sous le patronage d'Henri II Plantagenêt, comte d'Anjou, vers 1175, il est en réalité l'œuvre de son sénéchal Étienne de Marçay¹³. Pour son édification, ce dernier avait obtenu de l'abbesse du Ronceray les terrains nécessaires, situés dans la paroisse de la Trinité, sur laquelle elle détenait un droit de primauté. À l'origine, il ne s'agissait que d'une simple association de confrères laïques liés par des vœux de charité au service des pauvres. Mais dès la fin du ^{xii}^e siècle, prêtres et laïques, frères et sœurs de

10. IMBERT, Jean, *le droit hospitalier de l'Ancien Régime*, Paris, 1993 ; et du même auteur, *Les hôpitaux en droit canonique*, Paris, 1947.

11. LE BLEVEC, Daniel, article « hôpital », dans VAUCHEZ, André (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Moyen Âge*, Paris, 1997, p. 745-746 : « Incapables de faire face à ces bouleversements, comme aux abus qui les accompagnent, les administrateurs hospitaliers et leurs patrons ecclésiastiques doivent peu à peu admettre l'ingérence des autorités municipales ou royales dans la gestion des maisons. La laïcisation de l'institution hospitalière, qui caractérise les temps modernes a commencé en réalité dès le ^{xv}^e siècle... »

12. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs E 2, mémoire judiciaire en date du mois de février 1486, article V.

13. PORT, Célestin, *Inventaire...*, *op. cit.*, p. 105-157.

la maison adoptèrent la règle de Saint Augustin. Devenue congrégation de piété, elle devint très rapidement une véritable communauté régulière, dotée de statuts et élisant en son sein un prieur. Dans les toutes premières années du XIII^e siècle, l'abbesse demanda que l'investiture du prieur lui fût réservée. L'évêque d'Angers fut saisi de l'affaire. L'official statua en 1209 que le prieur ne pourrait être élu qu'en présence et avec l'accord de l'abbesse, et arrêta précisément la procédure à tenir. Le prieur décédé, les frères devaient déclarer sa mort à l'abbesse; déclaration qui officialisait la vacance du prieuré. Ainsi, l'abbesse prenait-elle en charge l'administration de l'hôpital, puis fixait, d'un commun accord avec les frères, la date de la prochaine élection. Une fois élu, le nouveau prieur prêtait serment de fidélité à l'abbesse, qui l'investissait du temporel de l'hôpital. Puis l'évêque d'Angers confirmait en dernier ressort l'élection et investissait le nouveau titulaire au spirituel. En 1267, une bulle du pape Clément IV vint confirmer définitivement à la fois les statuts de la maison-Dieu¹⁴ et l'ensemble de ces dispositions. Par la même occasion, l'hôpital était consacré prieuré conventuel¹⁵.

À la fin du XIV^e siècle, le non-respect de ces conventions est formellement attesté. Ainsi, le principe de la résignation, permutation et collation papale était venu se substituer à celui de l'élection du prieur¹⁶. En 1446¹⁷, l'abbesse avait pu recouvrer tous ses droits, incidence probable des décisions conciliaires de Bâle, relayées par la Pragmatique Sanction de 1438, ordonnant l'observance des élections et collations par les patrons traditionnels. Mais ce ne fut que pour peu de temps. En 1471, Jean de La Mothe accéda au priorat par voie de résignation et permutation¹⁸. Plaidant devant les tribunaux le retour aux coutumes anciennes, l'abbesse obtint que ce dernier lui prêtât serment¹⁹. Première déconvenue d'un prieur controversé pour son administration et le respect de la discipline intérieure, il est, de plus, régulièrement accusé de contrevenir aux statuts de la maison²⁰. Il fait

14. Nous renvoyons pour les statuts à l'édition de LE GRAND, Léon, *Statuts d'hôtels-Dieu et de léproseries*, Paris, 1901, p. 21-31; pour ce qui concerne leur analyse, voir BIENVENU, Jean-Marc, « Pauvreté, misères et charité en Anjou aux XI^e et XII^e siècles », *Le Moyen Âge*, t. XXIII, 1967, p. 189-216.

15. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs B 221.

16. Un exemple parmi d'autre : ainsi en 1407, « frere Regnault Heurtault, prieur du prieuré de Saint-Jehan d'Angiers, constitua ses procureurs a résigner ledit prieuré de Saint-Jehan es mains de notre Saint Pere, [...] avecques le prieuré de la Magdelaine de dessus les ponts de Nantes, lequel prieuré de la Magdelaine, frère Yves Le Roux, religieux de l'abbaye de Toussains tenoit pour lors », Arch. dép. de Maine-et-Loire, 254 H 561.

17. Au mois d'octobre 1446, Yves Le Roux meurt en charge. Le 27 octobre 1446, il est alors procédé à l'élection de Philippe Tremblaye. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 36-44, procès-verbaux de l'élection de Philippe Tremblaye.

18. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs A 5.

19. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 86-90, procès-verbal de la cérémonie de prestation de serment de Jean de La Mothe à l'abbesse du Ronceray, 8 février 1477 (n.st.).

20. Pour plus de précision, voir CHAUMOT, Frédéric, « L'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste d'Angers, typologie d'une crise hospitalière, 1407-1559 », dans *Fondations et œuvres charitables*, actes du 121^e congrès national des sociétés savantes (Nice, 1996), Paris, 1999, p. 251-264.

pourtant dans ses plaidoiries preuve de belles professions de foi, estimant en effet que « ledit prieuré et maison-Dieu sont plus belles et profitables au bien de la chose publique que n'est ledit monastere de Notre-Dame, actendu la grant multitude de pouvres qui y affluent de jour en jour²¹ ». « Subjet à grans services et à grans charge » et « œuvres meritoires », l'hôpital « vould trop mieux à la ville d'Angiers et à toute la chose publique²² » ; et d'insister vigoureusement sur le point suivant :

« Lequel prieuré, aumosnerie ou maison-Dieu a prieur, comme chef, gouverneur et administrateur, d'iceluy grant nombre de religieux lesquelz sont chacun faire le service divin, et y a eglise cloistre, dortoirs, reffectoire et toutes autres choses appartenant à ung moustier et prieuré conventuel et electif, et grant nombre de pouvres qui sont en icelluy qui se rendent et affluent chacun jour, et aussi y affluent plusieurs femmes grosses relevées et purifiées et y a autres gens, tant femmes que autres pouvres femmes et lesquelz pouvres y sont enterrez quant ilz y decedent et desquelz ledit defendeur comme prieur, chef, gouverneur et administrateur dudit prieuré a la charge, cure et sollicitude²³ ».

En 1488, les officiers royaux en Anjou ouvrent contre lui une procédure criminelle. L'affaire fut ensuite portée en appel devant le Parlement²⁴, le temporel de l'hôpital saisi, et la gestion de la maison confiée à des commissaires²⁵. Cette tutelle provisoire ne devait courir que le temps du procès. En 1491, bien que rien n'ait encore été statué, Jean de La Mothe résigne sa charge et permute avec Jean Lebigre « en contre eschange²⁶ » du prieuré de Saint-Gaudent de Niort. Le Parlement saisi annule l'opération et précise dans son arrêt qu'il revient à l'évêque d'Angers de pourvoir à la direction de l'hôtel-Dieu. Il le fit effectivement en nommant... Jean Lebigre, évêque de Toulon. Cette décision ne pouvait satisfaire les officiers royaux. L'affaire n'en est qu'à ses prémices. Cependant, l'évêque d'Angers et ses vicaires, à l'origine de la polémique, se verront plusieurs fois censurés par le Parlement. Tandis que jusqu'à présent, l'autorité épiscopale avait été des

21. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs E2, mémoire judiciaire en date du mois de février 1486, article XLVIII.

22. *Ibidem*, article XXXIX.

23. *Ibid.*, article VI.

24. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 682, acte daté du 15 décembre 1488 : « À la requête du procureur general contre Jehan de La Mothe, prieur dudit hostel-Dieu et aumosnerie, auparavant du senechal et juge d'Anjou touchant sa male administration et mauvais gouvernement. La cours ordonne que ledit Jehan viendra en personne au mois, veue les causes d'appel et cependant la mainmise par le senechal et juge d'Anjou ou leurs lieutenant tiendra nononbstant ledit appel et autre ».

25. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 672 v°.

26. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 680 ; acte daté du 12 juin 1491 : « Il s'agit d'une permutation que le nommé Lebigre avoit fait dudit prieuré de Saint-Gaudin, situé au chasteau de Niort, dependant de l'abbaye de Saint-Ligué, avec le nommé La Mothe, qui se disoit paisible possesseur du prieuré ou hospital Saint-Jehan d'Angers qui bailloir encontre eschange. Mais quand ledit Lebigre voulust prendre possession, il fut debouté de ses bulles par arrest, ainsy qui ledit en son playdoyé, par ce que l'hospital Saint-Jehan n'est qu'une administration et fust dit par ledit arrest que l'evesque d'Angers y pourvoiroit ».

plus minimes, le chapitre cathédral tiendra en cette fin du xv^e siècle un rôle, quoique éphémère, de premier plan dans la vie de l'hôtel-Dieu.

Messire Jean Lebigre : vie, mœurs et procès

Issu d'une famille noble, d'origine bretonne²⁷ selon certains, l'homme n'est que très peu connu ; ainsi ses dates de naissance et de décès sont-elles ignorées²⁸. Son parcours de haut dignitaire ecclésiastique est en revanche un peu mieux renseigné. Par le nombre des grâces obtenues, sa biographie montre un prélat proche de la papauté. Les premières mentions relatives à sa carrière bénéficiaire le présentent d'abord comme vicaire général de Reims, probablement nommé entre 1475 et 1478 par l'archevêque Pierre de Laval. Licencié en décret et protonotaire apostolique, il est promu quelques années plus tard, le 27 novembre 1487, évêque de Toulon par Innocent VIII²⁹. Mais, il administrait déjà cet évêché par simple délégation depuis le 14 octobre 1485. Il attendit ainsi deux années sa nomination effective, délai qu'il fallut à son prédécesseur, transféré à Fréjus, pour prendre possession de sa nouvelle Église. Le 21 décembre 1497, démissionnaire de l'Église de Toulon, Jean Lebigre devint titulaire de l'archevêché de Tarse. Après cette dernière promotion, il n'est plus aucune documentation recensée permettant de le suivre précisément. Entre-temps, les années 1490 ont été pour lui celles d'une intense activité de cumul et de permutation bénéficiaire. Deux diocèses semblent avoir particulièrement retenu son attention : ceux de Tours et de Poitiers. Chanoine prébendé et écolâtre du chapitre de Bordeaux, il permuta ce bénéfice pour celui d'archiprêtre d'Outre-Loire (diocèse de Tours). Dans ce diocèse, le 19 juillet 1493, le pape Alexandre VI lui conféra l'église paroissiale de Vellèche. Le 22 mai 1490, il obtint la paroisse de Notre-Dame-d'Échiré (diocèse de Poitiers), et il est en 1491 en titre du prieuré de Saint-Gaudent à Niort³⁰. Par ailleurs, toujours à la même époque, il est attesté comme archidiacre de Dinan (diocèse de Saint-Malo). Dignitaire ecclésiastique de haut rang familial de l'administration papale³¹, il n'en demeure pas moins proche de la cour de France, ce dont témoigne le ser-

27. BUISSON, E., *Histoire des évêques de Toulon*, Toulon, 1927, p. 159.

28. Il fait sous le nom erroné de Jean Albriga, l'objet d'une notice assez longue et précise par VIDAL, J.-M., dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, Paris, t. I, 1912, col. 1737-1738. La *gallia christiana novissima* (t. V, col. 492-522) publie de nombreux actes à son propos extraits des archives du Vatican ou de celles du département du Var et de la ville de Toulon.

29. EUBEL, Conrad, *Hierarchia catholica medii aevi*, Munich, t. II, 1901, p. 277.

30. Arch. nat., Zⁿ7, f° 680.

31. VIDAL, J.-M., *Dictionnaire d'histoire...*, *op. cit.*, col. 1737-1738 : détail les bénéfices, commendes, pensions et rentes qu'il possédait sur biens des établissements, tel que le prieuré augustin de Cantenac (diocèse de Bordeaux), le monastère de Livry-en-Aulnoy (diocèse de Paris), le prieuré bénédictin et la paroisse de Saint-Sulpice-de-Pierre-Pont (diocèse de Soissons), le prieuré de Notre-Dame et l'église Saint-Martin (diocèse de Châlon), le prieuré de Loudun (diocèse de Poitiers), et la paroisse de Saint-Martin-d'Eysines (diocèse de Bordeaux).

ment³² de fidélité qu'il prêta à Charles VIII, le 20 janvier 1494, en sa qualité d'évêque de Toulon, quelques semaines avant que n'interviennent les premières requêtes de l'abbesse du Ronceray remettant en cause la légitimité de sa personne et de son action au sein de l'hôpital.

Quoique bien maigre et sèche, cette courte biographie offre tout de même un utile contrepoint aux affirmations des témoins auditionnés en 1494 par les enquêteurs royaux. À leur lecture, en effet, le portrait de Jean Lebigre, certes beaucoup plus coloré, laisse apparaître un prélat prévaricateur³³, blasphémateur³⁴, dévergondé³⁵ et ripailleur³⁶. Tous s'accordent pour affirmer que lui et « ses serviteurs conversent mal et sont de mauvaise vie et renommée³⁷ », et que depuis leur venue, les paroissiens de la Trinité s'émeuvent « qu'il est assez mauvais bruit et scandale, qu'il y a malle versacion par ledit Lebigre et ses serviteurs ouït prieuré et ès environ³⁸ ». Ces allégations, accompagnées d'anecdotes, sont bien évidemment partisans. De fait controversée, sa carrière hospitalière fut des plus brèves. Incidemment, la dépense de deux chapons pour « la venue de monseigneur de Toulon estant lors à la dite maison³⁹ » atteste son arrivée à l'hôpital le dimanche 2 décembre 1492. Le mardi 21 octobre 1494, mandement lui est délivré par Jean Peillier, conseiller du roi et Guillaume Lyvonnet, sergent royal, de se retirer du logis qu'il occupait à l'hôpital, et de quitter l'institution⁴⁰.

Pourtant, ses efforts pour devenir prieur de l'hôtel-Dieu ont été pour le moins répétés et insistants. Ses démarches ont toujours trouvé le soutien actif du chapitre cathédral et l'approbation de l'évêque d'Angers, Jean de Rély. Ne présumant pas des liens de personnes⁴¹ éventuels, Jean Lebigre

32. *gallia christiana novissima*, t. V, col. 492.

33. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 116-117, déposition de René Manuel, seigneur de la Touche, officier de l'abbaye du Ronceray : « Les pouvres [...] sont mal traictés et que ledit Le Bigre y a miné la forme accoustumée de les penser et traitez ».

34. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 125, déposition de Jean Perriot, paroissien de la Trinité : « Lequel Le Bigre, il dit estre [...] grant blasfemateur du nom de Dieu et fort rioteux ».

35. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 124, déposition de Perrine Forest, paroissienne de la Trinité, rapporte les propos que lui tint Jean Lebigre : « Venez cza ma belle fille, j'ay des serviteurs qui sont gentilsz compaignons. Si vous vouldes faire de que vous dire, je vous marie avecques l'un deulx, et vous fere beaucoux de bien ».

36. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 118 v°, déposition de Guillaume Bréon : « Ledit Lebigre [...] fait grans festemens ».

37. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 123 v°, déposition de Jeanne Locquier, paroissienne de la Trinité.

38. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 117, déposition de René Manuel, seigneur de la Touche, officier de l'abbaye du Ronceray.

39. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs B 24, f° 173.

40. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 136.

41. MATZ, Jean-Michel et COMTE, François, *Fasti ecclesiae gallicane*, t. VII, diocèse d'Angers, Paris, 2003. Ainsi Robert Dauvet (notice n° 500, p. 300), archidiacre d'Outre-Loire, était-il aussi, aux mêmes dates que Jean Lebigre, chanoine de Reims et de Tours. D'après les dépositions des témoins de l'abbesse, il fut un des partisans de Jean Lebigre pour le priorat de l'hôpital Saint-Jean. Tout comme, Pierre de Laval (notice n° 476, p. 314), ancien chanoine d'Angers, qui devenu archevêque de Reims (1473-1493) avait nommé

était, après tout, l'un des leurs. Solidarité du monde canonial, cette même appartenance motiva sans doute le choix des vicaires angevins. René Manuel, avocat de l'abbesse du Ronceray, ne manquera d'ailleurs pas de rappeler dans sa déposition que « ledit Le Bigre a fort pourchasser envers messieurs les vicaires dudit evesque d'Angiers qu'il le admissent à l'administracion dudit prieuré⁴² ». Aussi, l'annulation des provisions ecclésiastiques, tout comme les déboutés de l'administration temporelle par le Parlement de Paris sont-ils tout autant des censures contre la personne de Jean Lebigre, que le désaveu des décisions de l'autorité épiscopale. À plusieurs reprises, les « gens du roi » ont contredit l'évêque d'Angers et ses chanoines.

Dans les premiers mois de l'année 1494, Jean Lebigre avait obtenu de l'évêque de nouvelles lettres de permutation et de provision. Il demanda alors au Parlement de lui accorder la « main levée des fruitz et revenuz » de l'hôpital⁴³. La réponse des officiers royaux fut extrêmement ferme. Le 15 mars 1494, ils récuserent à nouveau la permutation, estimant qu'il s'agissait là de « choses à réprimer par la cour⁴⁴ ». Quelques semaines plus tard, Jean Lebigre réitérait sa démarche. Affirmant avoir été « receu et mis en possession du consentement des religieux⁴⁵ » de l'hôtel-Dieu, la requête était présentée en leur nom. Le 8 avril, Jean Lebigre essuyait un nouveau refus. Afin de mettre un terme à ses demandes répétées et d'écarter définitivement l'évêque de Toulon, l'arrêt ordonnait à l'évêque d'Angers, assisté du juge et de l'avocat du roi en Anjou, de l'abbesse du Ronceray et des frères de l'hôpital, de nommer « une notable personne... pour le bien et entrenement dudit prieuré⁴⁶ ». Le jour de la fête du Sacre, tous se réunirent alors

Jean Lebigre vicaire général de Reims. Par ailleurs, Pierre de Laval est dans les années 1490, abbé commendataire de Saint-Nicolas et de Saint-Aubin d'Angers.

42. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 115 v°, déposition de René Manuel, seigneur de la Touche, officier de l'abbaye du Ronceray.

43. En effet, les poursuites engagées contre Jean de La Mothe étant toujours en suspens et Jean Lebigre non reconnu prieur de l'hôpital, la saisie du temporel ordonnée en 1489 reste en 1494 d'actualité. Des commissaires, généralement nommés par deux, se relaient depuis à la gestion de l'établissement ; CHAUMOT, Frédéric, « L'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste... », *op. cit.*, p. 251-264.

44. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 674 v° : « Les gens du roy ont dit à la cour avoir entrepris par lequel evesque de Tholon, soy disant administrateur perpetuel dudit hospital, a requis avoir main levée des fruitz et revenuz et que la provision dudit evesque a esté faite avec sa permutation avec un prieuré qui sont choses à reprimer par la cour... »

45. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 674 v° : « Il y avoit procès d'appel entre le procureur du roy et frère Jean de La Mothe pendant lequel la main du roy avoit esté mise sur le prieuré et ausmonerie ; l'évesque de Tholon estant pourveu iceluy par le pape à la resignation dudit de La Mothe et receu et mis en possession du consentement des religieux lesdits de Toulon et religieux en demandant main levée... »

46. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 674 v° : « La cour nostempera à la requeste, et permis à l'evesque d'Angers de pourvoir pendant ledit procès au gouvernement et administration dudit prieuré et aumosnerie de tele notable personne qu'on verra estre à faire pour le bien et entrenement dudit prieuré et convent ; appellés avec ledit evesque d'Angers, le juge d'Anjou et l'advocat du roy, l'abbesse de Nostre-Dame d'Angers et les freres et religieux et seront les commissaires autrefois commis tenus rendre compte et reliqua par devant le juge d'Anjou ou son lieutenant ».

en la maison du doyen du chapitre cathédral, Jean de La Vignolle, pour procéder au choix du nouvel élu. « La maetere [fut] moult fort discutée⁴⁷. » Cependant, contre tous, le choix des vicaires se porta à nouveau sur Jean Lebigre. L'abbesse du Ronceray fulmina contre les « vicaires dudit évesque d'Angiers non gardans les arrestz dessusdits... en faisant directement contre iceulx arrestz, ont baillé audit Le Bigre la commission et administracion dudit prieuré qui est directement venu contre la teneur desdits arrestz et en la totale destruction dudit hospital et rendre lesdits arrestz illusoires⁴⁸ ». Elle obtint du Parlement qu'injonction soit faite à l'évêque de commettre « au régime et gouvernement dudit prieuré et aumosnerie personne notable autre que ledit Lebigre⁴⁹ ». À la fin du mois de juillet, ce dernier mandement n'était toujours pas exécuté, alors que « l'évesque de Thoulon s'efforçoit [encore de] prendre et recevoir les fruitz » de la maison-Dieu. Le Parlement ordonna alors l'ouverture d'une information⁵⁰; les enquêteurs royaux auditionnant durant les deux premières semaines d'août les témoins qui leur furent présentés par l'abbesse⁵¹. Enfin, au mois d'octobre, il fut procédé à l'exécution de tous les arrêts. Jean Peiller, conseiller du roi, partit « de la ville de Poitiers tirans en la ville d'Angiers pour mectre à exécution certaines lectres patentes en forme de provision⁵² ». La tâche ne fut pas sans quelques difficultés. Il lui fallut en effet une quinzaine de jours⁵³ pour démettre Jean Lebigre, clôturer les comptes des commissaires et enfin nommer, avec l'assentiment de tous, « une personne notable » à la direction de l'hôtel-Dieu⁵⁴ : Maurice de Ponce⁵⁵. La justice du roi était enfin passée. Près de deux ans plus tard, le 16 août 1496, un dernier arrêt clôtura définitive-

47. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 114 v°, déposition de René Harbert, prêtre de la Trinité.

48. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 110.

49. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 682; acte daté du 16 juin 1494 : « Sur les requettes de l'abbesse Notre-Dame d'Angers et du procureur general, la cour ordonne que le commandement sera fait audit évesque d'Angers et en son absence à ses vicaires qu'incontinent et sans delay et en suivant l'arrêt du avril dernier donné envers ledit Lebigre, évesque de Toulon, ilz commetent au regime et gouvernement dudit prieuré et aumosnerie personne notable autre que ledit Lebigre pour par celui qui sera commis jouir dudit prieuré et revenus sous la main du roy et nonobstant la commission par les vicaires baillés audit Lebigre ».

50. Arch. nat., Z¹n⁷, f° 682; acte daté du 21 juillet 1494 : « Sur autre requête dudit procureur general et sur requête de l'abbesse qui se dit patronne collatrice dudit prieuré et qui se plaint duquel susdit évesque de Thoulon s'efforçoit d'en prendre et recevoir les fruitz, la cour ordonne que la commission sera baillée et decernée audits abbesse et procureur du roy pour faire information de ce qui fait attenté ou innové. »

51. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 114-126; procès verbal d'audition des témoins de l'abbesse du Ronceray contre Jean Lebigre, évêque de Toulon.

52. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 127.

53. Du 9 au 21 octobre 1494.

54. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 135-136.

55. Prieur de Fontaines-Couverte, prieuré dépendant de l'abbaye de la Roë; Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 127-136 : Les vicaires de l'évêque eurent du mal à trouver un candidat autre que Jean Lebigre. La charge fut plusieurs fois déclinée. Ainsi : « Ilz sont condescenduz et accordez en la personne de maistre Jehan du Rochier, homme de sainte vie desdié comme ilz disoient à servir Dieu et les puvres [...] lequell requis et demandé

ment la procédure⁵⁶. L'affaire était évacuée, mais le malaise au sein de l'hôtel-Dieu ne devait pourtant pas se dissiper avant 1559⁵⁷.

Le stéréotype du mauvais prieur⁵⁸

La litanie des griefs et la parole des témoins

De cette chronique judiciaire, le procès-verbal d'audition des témoins est sans doute l'acte qui mérite le plus d'attention. Les autres pièces du dossier (arrêts, ordonnances, mandements...) permettent certes d'établir une chronologie assez fine de l'affaire et de ses multiples rebondissements, mais le seul suivi procédurier n'offre à vrai dire que peu matière à commentaires. Ne retenir d'un procès que les sentences prononcées, dont l'exécution n'est par ailleurs jamais complètement assurée, ne permet que très rarement d'obtenir la connaissance réelle des faits reprochés. En effet, les arrêts ne renseignent que sur l'objet de la procédure. De ce fait, la qualification des crimes et délits est des plus générales (mauvaise administration, malversation, mauvais traitement, corruption...). À l'inverse, les témoignages enregistrés lors de « l'information » du mois d'août 1494 confinent, eux, à l'anecdote. Les faits divers relatés par les témoins présentés à charge par l'abbesse du Ronceray sont illustrés avec force détails. Inconvénient de taille, le parti pris est évidemment manifeste. Mais, ces dépositions permettent de dépasser la rigidité du formalisme juridique des arrêts, et de mieux cerner la nature des délits reprochés. Véracité ou duplicité mises de côté, elles fourmillent d'informations sur le cadre matériel et pratique de l'institution : fonctionnement des cuisines, réception des pauvres, attestation de bâtiment, mention du personnel...

delay de y penser et parler a ses amys pour sur ce faire réponce ». Mais : « Ledit Jehan du Rocher estoit delibéré et leur avoit fait repponse arrestée et certaine qu'il ne prandroit point la charge de ladite commission ». Poussant plus avant leur recherche, les vicaires « avoient parler à plusieurs notables gens de ceste ville d'Angiers et envoient querir d'autre hors de la ville, mais qu'ilz ne trouvoient personne qui voulist prandre la charge de ladite administration ».

56. Arch., nat. Z¹n⁷, f^o 682 : « Le prieuré et aumosnerie ayant été permuté par Jehan de La Mothe avec la cure dessus à luy bailler par l'evesque de Tholon, la cour du consentement des parties les renvoye remettre, lever ledit evesque la possession de ladite cure par ledit de La Mothe audit prieuré et aumosnerie ce que l'estat qui estoit au temps de ladite permutation... »

57. MARTIN, Xavier, « La part du corps de ville dans la gestion de l'hôtel-Dieu d'Angers à la fin du xvi^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 1975, p. 149-162 : « Or, aux xv^e et xvi^e siècles, l'esprit de l'institution se dénature. Les religieux prétendent avec quelque effet transformer peu à peu la maison en prieuré, à de prétendus offices claustraux. Ils affectent, au grand dam des pauvres, une part des revenus. Dès lors, oisifs bénéficiés, ils négligent leur tâche. Les habitants se plaignant, d'interminables procédures ont suivi. Enfin, l'arrêt du 28 juin 1548, confirmé par des lettres royaux du 28 juin confirmé par des lettres royaux du 8 mars 1553 et définitivement précisé par celui du 6 mai 1559, remet l'administration de l'établissement à quatre bourgeois, "Les maistres de l'hostel-Dieu" ».

58. GRANDIERE, Marcel et MOLIN, Michel (éd.), *Le Stéréotype, outil de régulations sociales*, Rennes, 2004.

Diligentée à la demande de l'abbesse du Ronceray, l'enquête fut confiée à Jean Le Camus, « licencié en loi, juge, garde de la prévôté et conservateur des privilèges royaux de l'Université d'Angers⁵⁹ ». Les instructions reçues du Parlement étaient claires. Avant de procéder à l'enregistrement des témoins de l'abbesse, il lui fallait d'abord mettre en demeure les vicaires de l'évêque d'Angers « de apporter ou envoyer par escript par devers ... ladite court de Parlement ... dedans troys sepmaines prochaines ensuyvent ... tout ce qu'ilz ont fait et besogné touchant ... l'administration et gouvernement du revenu du prieuré et maison-Dieu et aumosnerie de Saint-Jehan d'Angers⁶⁰ ». Il s'agissait là de vérifier la bonne exécution de l'arrêt du 8 avril 1494 et, de fait, contrôler la légalité de la nouvelle provision délivrée par l'évêque d'Angers, courant juin, à Jean Lebigre. Pièce à l'appui, les chanoines devaient ainsi rendre compte de leur choix à la justice royale. Le 5 août 1494, il se rendit donc à la cathédrale où il rencontra trois de ses dignitaires : le doyen, Jean de La Vignolle, Robert Dauvet, archidiacre d'Outre-Loire et le secrétaire de l'évêque, Robert Riboulle. Tous trois affirmèrent, de mémoire, ne posséder aucun exemplaire des arrêts et des provisions demandées, qu'ils prendraient le temps de vérifier et de les rechercher.

Cette tâche accomplie, il put enfin procéder à l'audition des onze témoins⁶¹ déposant à charge contre Jean Lebigre. Trois séances de travail furent nécessaires. La qualité des personnes et leur capacité à répondre aux articles de l'enquête semblent justifier cet échelonnement des comparutions. L'acte établissant les quinze articles de l'information n'est malheureusement pas conservé. Cependant la lecture des dépositions permet de le rétablir approximativement. Les premiers item portent sur l'hôtel-Dieu, son régime et l'administration des derniers prieurs. L'accession de Jean Lebigre au priorat et les provisions délivrées par les vicaires de l'évêque d'Angers poursuivent l'interrogatoire. Enfin, le respect des statuts de la maison-Dieu et notamment le bon exercice des œuvres de miséricorde clôt le questionnaire.

Les trois premiers témoins à comparaître, René Harbert, René Manuel et Guillaume de Bréon étaient amplement qualifiés pour relever les contentieux. Dans toutes les démarches menées contre le « soy disant prieur », ils avaient en effet été les « hommes » de l'abbesse, avocat, sénéchal ou procureur. Ils devaient sauvegarder les prérogatives de l'abbesse que l'évêque de Toulon, « un estraigier⁶² » prévaricateur, outrageait. Sur ces points, la déposition de René Manuel est des plus catégoriques.

« Ladite aumosnerie ou maison-Dieu estoit principalement fondée pour l'entrenement des pouvres et que ledit La Bigre et frere Jehan de La Mote

59. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 114.

60. *Ibidem*.

61. René Manuel, seigneur de la Touche, Jean de Bréon, curé de Bierné, René Harbert, prêtre de la Trinité, Jeanne du Tertre, Catherine Gendron, Marguerite Gonde, Jeanne Locquier, Guillemine de La Haye, Simone Garnier, Perrine Forest, paroissiennes de la Trinité et Jean Perriot, habitant du quartier de la Doutre.

62. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 117 v°, déposition de Guillaume de Bréon, curé de Bierné.

nagueres prieur et administrateur d'icelle aumounerie avoient puy fait certains pactions ensamble au moien desquelles estoit demouré partie du revenu et quelque rente dudit prieuré audit de la Mote et le sourplus ledit Le Bigre s'efforçoit le tenir en commande qui estoit contre la fondacion desdits prieuré et aumounerie par ce que le prieur et administrateur dudit prieur devoit estre employé et distribué à leur entretenement des pouvres et autres euvres charitables par quoy si ledit appointment tenoit ledit prieur seroit chargé tellement qu'il n'en demouroit comme riens aux povres et aussi que ladite abbesse qui estoit principale fonderesse dudit prieuré avoit voix principale en l'election d'iceluy prieur et conclusion. Aussi luy devoit faire le serment de fidelité et ne pouvoit estre mis en possession de l'administracion⁶³... »

Ces questions relevant du droit canon renseignées, viennent ensuite huit témoins fustigeant la personnalité de l'accusé et la conduite de l'établissement. À une exception près, ces nouveaux déposants sont toutes des femmes. Paroissiennes de la Trinité et de toutes catégories sociales⁶⁴, elles demeurent dans les environs de l'hôpital. Les plus âgées d'entre elles sont d'abord entendues. Leurs souvenirs les plus anciens remontent ainsi aux « temps heureux des prieurs d'antan⁶⁵ ». Cette évocation du passé souligne avec force un présent d'autant plus scandaleux, et décrier Jean Lebigre apparaît alors des plus légitimes. Relayant la rumeur publique, leurs allégations ne transigent pas. Elles dépeignent un homme violent et colérique. Ce premier trait de caractère est illustré par la mésaventure de Jean Perriot⁶⁶. Le larcin de quelques noix dans le cimetière des pauvres donnait à ce dernier quelque remord. Il se décida à aller trouver Jean Le Bigre pour faire amende honorable : « Monseigneur j'ay oy dire que vous avez fait publier une monicion contre ceulx qui ont abbatu des noiz au sepmetiere des pauvres, voiz en cy six que j'ay abbatues et une que ay trouvé soubz les noyers, je les vous rans ». Mais, « ledit de Toullon, plain de mauveys couraige et tout eschauffé, print ledit depossant par les bratz et commanza à lui tirer les cheveux très fort tellement que la taiste dudit depossant luy en fait encores à present mal ». La dépravation des mœurs du prieur et ses débordements sexuels sont tout aussi largement commentés. Il a été ainsi « troys moys encza veu hanter et frequenter en une maison mal renommée et ou l'on dit communement que ladite maison n'est que ung bordeau⁶⁷ ». Dans le quartier, ses frasques sont notoires : « Tous les soiers, environ le tertre

63. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 115 v°.

64. De la simple domestique comme Perrine Forest à la haute aristocratie avec Guillemine de La Haye.

65. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 117, déposition de Jeanne du Tertre, paroissienne de la Trinité : « Et partie dit avoir bien cognoissance du prieuré et maison-Dieu de Saint-Jehan d'Angiers, trente ans a et plus ; et en iceluy prieuré a bien veu troys ou quatre prieurs chacun en leur temps, savoir est messire Yves Le Roux, messire Phelipes et maistre Jehan de La Mote, derrain prieur, desqueulx elle a eu bien congnoissance et lesquelx chacun en leur temps se sont bien portez et gouverner à l'administration dudit prieuré, tant vers les religieux et dammes dudit prieuré que vers les pouvres d'iceluy ».

66. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 124 v°-125.

67. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 123, déposition de Guillemine de La Haye, paroissienne de la Trinité.

Saint-Laurent, pour guiercer ceulx qui y passe⁶⁸ », il interpelle les servantes et les chambrières des maisons voisines « de luy bailler à faire son plaisir⁶⁹ ». Enfin, la sollicitude envers les pauvres et malades est complètement négligée. Non seulement « ledit Le Bigre traictoit mal les pauvres et estoient les dereniez serviz, et n'estoient de beaucoup se bien alimentez, ne traictez comme ilz avaient de coustume⁷⁰ », mais, il « ne vouloit receure les pauvres que on vouloit apporter audit prieuré et maison-Dieu, ne pareillement avoir les femmes grosses⁷¹ ». Le « meilleur de la pitance estant en icelle maison-Dieu⁷² » n'était plus distribué. En outre, il avait relégué « la cuisine des pouvres » et ces derniers se trouvaient dans l'impossibilité de « faire cuire leur neccessitez et eulx chauffer ainsi qu'ilz avoient acoustumé⁷³ ». Pour étayer ces dires, les déposantes relatent longuement l'affront qui leur fut fait. « Huit jours encza », elles avaient en effet mené devant la porte de l'hôpital une de leurs voisines « nommée Marguerite laquelle estoit malade en son lit de langed⁷⁴ ». Mais Jean Lebigre refusa opiniâtrément de la recevoir. Il lui aurait fallu fournir un lit et des draps, ce qu'elle ne possédait évidemment pas. Alors, « elle revinst en la maison ou elle estoit logée ou illec est encores de present malade au lit et y meurt presque de faim⁷⁵ ».

Ces derniers témoignages tranchent singulièrement avec la déposition des officiers de l'abbesse du Ronceray. En comparaison, ils manifestaient en effet une certaine retenue. Tous praticiens du droit, leurs propos se limitaient à la seule controverse juridique. En prise directe avec le procès intenté contre Jean Lebigre, ils ont ainsi pour eux l'autorité et le crédit de témoins experts. Les paroissiennes de la Trinité n'ont évidemment pas cette légitimité. Par la violence de leurs propos et la gravité des accusations, leurs déclarations appartiennent à un autre registre, celui de la calomnie alimentée par les ouï-dire et les ragots du quartier.

L'abus et le scandale, un ressort juridique ?

L'énumération de tous ces maux et l'accumulation des reproches formulés contre Jean Lebigre, candidat de l'évêque d'Angers à la direction de

68. *Ibidem*.

69. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 123 v°, déposition Simone Garnier, paroissienne de la Trinité : « Le Bigre sollicita ladite deposante de luy bailler à faire son plaisir une sienne servante nommée Perrine Forest ».

70. *Ibidem*.

71. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 120, déposition Jeanne du Tertre, paroissienne de la Trinité.

72. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 123 v°, déposition de Simone Garnier, paroissienne de la Trinité.

73. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 123, déposition de Guillemine de La Haye, paroissienne de la Trinité.

74. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 120, déposition de Catherine Gendron, paroissienne de la Trinité.

75. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 121, déposition de Marguerite Gonde, paroissienne de la Trinité.

l'hôpital Saint-Jean, finiraient par emporter la conviction s'ils n'appartenaient pas aux lieux communs d'un discours tout aussi accablant sur l'état du clergé à la même époque⁷⁶. L'ironie veut qu'un de ses plus brillants rapporteurs fut ce même évêque d'Angers, Jean de Rély, grand aumônier du roi⁷⁷. Représentant du chapitre de Paris aux États généraux de Tours en 1484, son allocution, en trois journées « pour reformer et abolir infiniz abus et désordre, tant en l'état séculier qu'ecclesiastique⁷⁸ » fut des plus remarquées. Le réquisitoire était sévère, et devant tous les députés d'affirmer : « On voit des lais meilleurs que les gens d'églises⁷⁹. » Il y dénonçait « les abus de la commende, le goût des constructions grandioses et la somptuosité des ornements ». Toujours à Tours, en 1493, les rapports de la commission assemblée sur ordre de Charles VIII dénonçaient avec vigueur les « clerics sans vertu, sans lettres, vicieux et infâmes⁸⁰ ». En matière de droit canon, Jean de Rély appelait plus particulièrement au « retour aux élections et aux procédures anciennes de collation ». Dans le cas de la présente affaire, l'abbesse du Ronceray n'attendait pas autre chose. Tenant d'une réforme de l'Église visant à une stricte observance canonique, son activité épiscopale témoigne de la réelle correction du clergé angevin⁸¹. En tant que grand aumônier du roi, il avait en outre la supervision des hôpitaux de fondation royale⁸². À ce titre, il était d'ailleurs intervenu en 1488 pour rappeler à Jean de La Mothe les principaux articles extraits des statuts de la maison-Dieu⁸³. Élu évêque d'Angers à l'automne 1491, il fit son entrée solennelle le 4 octobre 1492, deux mois avant que n'arrive à l'hôpital le prélat toulonnais. À la vue de ces derniers éléments, seule cette coïncidence chronologique rapproche les deux prélats. En effet, les convictions de Jean de Rély et le portrait de Jean Lebigre dressé par les témoins de l'abbesse sont en complet décalage. Doublement qualifié, en tant qu'évêque et grand aumônier, Jean de Rély était logiquement à même de sanctionner Jean

76. RAPP, Francis, « Réformes et inerties », dans MAYEUR, Jean-Marie, PIETRI, Charles, VAUCHEZ, André et VENARD, Marc (dir.), *Histoire du christianisme*, t. VII, *De la Réforme à la réformation (1450-1530)*, Paris, 1994, p. 143-177.

77. MATZ, Jean-Michel et COMTE, François, *Fasti...*, *op. cit.*, notice 536, p. 193-195, Jean de Rély fut évêque d'Angers du 1^{er} décembre 1491 au 28 mars 1499.

78. *Ibidem*, p. 195 : « il prononça un important discours pour la défense de la Pragmatique Sanction [...] il dénonçait les désordres de l'Église, la place excessive faite à la faveur et à la brigue dans le choix des dignitaires... »

79. RAPP, Francis, « Réformes et inerties », *op. cit.*, p. 146.

80. GODET, M., « La consultation de Tours pour la Réforme de l'Église de France, 12 novembre 1493 », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 1911.

81. MATZ, Jean-Michel et COMTE, François, *Fasti...*, *op. cit.*, p. 194 : « En 1492 et 1499 au moins, il a réalisé des visites pastorales [...]. La même année (1492), il fait réimprimer le missel du diocèse [...]. Au synode de la Saint-Luc 1493, il publie un ensemble de 65 canons. En faisant réimprimer cette compilation synthétique à Paris dès 1494, Rély a mis à la disposition des curés de son diocèse un manuel d'une remarquable précision et d'une grande densité ».

82. L'hôpital Saint-Jean d'Angers, de fondation comtale, est considéré de fondation royale à partir de 1480.

83. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 96.

Lebigre. Ces deux personnalités recoupées, le soutien d'un réformateur sourcilleux au plus dépravé des prieurs qu'ait jamais connu l'hôpital Saint-Jean apparaît alors des plus curieux.

La lutte contre les abus et les scandales ecclésiastiques est un thème populaire, et d'une extrême banalité. En cette fin du ^{xv}^e siècle, il appartient à la littérature anticléricale et à l'actualité réformatrice de l'Église. La malveillance des témoignages pointés reflète ainsi l'état de cette commune et mauvaise opinion publique. Dans le domaine hospitalier, elle trouve une de ses concrétisations dans l'élaboration d'un certain nombre de clichés à usage judiciaire. Il est ainsi frappant de constater la parenté des récriminations formulées contre Jean Lebigre et son prédécesseur Jean de La Mothe. Quelques années auparavant, d'anciens malades avaient été entendus contre ce dernier, accusé de mauvaise gestion. Les faits relatés, les plaintes et leur formulation sont identiques. Autre similarité, les témoins auditionnés sont toutes des femmes. Deux morceaux choisis pour s'en convaincre :

« [...] au pais d'Aniou eaigée de quarante ans ou environ a dit actesté et deposedé de verité que cinq ans a ou environ elle a tousiours esté residante et fait sa demeure en l'aumosnerie de Saint-Jehan-l'evangeliste d'Angiers à l'occasion de certaines bateures et roces qui autrefois lui furent faictz par ung homme de ladite parroisse de Drain et dit que ... la charge et administracion de ladite aumosnerie elle et autres puvres affluans en icelle aumosnerie ont esté très petitement traictez de leur vuivre ... à disigner une miche et ung pen de pitance bien pouvrement et pour le soupper une chopine de vin seulement qui estoit moitié d'eau et que de present ... qui y ont esté commis soubz la main du roy elle qui depose et autres puvres qui ont esté en ladite aumosnerie ont esté traictez alimentez et gouvernez ... au disigner que au soupper mieulx de la moitié quilz n'estoient au temps que ledit frere Jehan de la Mote en avoit l'administracion.

[...] parroisse de la Trinité d'Angiers eaigée de trente ans ou environ a dit actesté et deposedé de verité que deux moys a ou environ elle se rendit à la basse porte de la maison-Dieu et aumosnerie de Saint-Jehan-l'evangeliste d'Angiers à laquelle basse porte elle frappa et y voulut entrer pour ce que lors elle estoit grosse ... pencer et ladite aumosnerie obstant quelle estoit et est povre femme et quelle n'avoit de quoy soy faire penser et relever, dit que après ce quelle eut ... religieux de ladite aumosnerie luy alla ouvrir la haulte porte d'icelle aumosnerie et entra en icelle aumosnerie ce fut mener par deux femmes de la ville ... ou ont de coustumes estre receues et relevées les femmes grosses d'enfant, dit que le landemain eut devers le matin elle eut une fille en ladite aumosnerie ... fut traicter penser gouverner et relever bien et honnestement de toutes choses ... et comme coustume en tel cas appartient⁸⁴... »

Un même discours stigmatise donc la supposée mauvaise gestion de Jean de La Mothe et l'incurie de Jean Lebigre. Les assertions des témoins, considérées généralement comme des preuves de culpabilité, se révéleraient en vérité être des poncifs.

84. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs B 178. Les points de suspension correspondent aux lacunes du parchemin. Ce dernier, réemployé comme renfort pour la couverture d'un registre d'assises, a été rogné sur ces deux marges.

Les prieurs successifs n'échapperont d'ailleurs pas à ces mêmes affirmations récurrentes. En 1505, Maurice de Ponce fut lui aussi vilipendé. « Retenu prisonnier au pallais episcopal dudit evesque d'Angiers, où il a esté interrogé et son procès fait par icelle juridicion ecclesiastique⁸⁵ », il devait répondre des mêmes chefs d'accusation. Il lui était reproché de n'avoir

« riens fait pareillement qu'il fust et soit tenu faire recevoir les povres affluans en ladite maison-Dieu et illecques les nourrir et doucement traicter et aussi envoyer querir par les rues de ceste ville d'Angiers deux foiz la sepmaine les povres affluans en ladite maison-Dieu et de se y gouverner selon le contenu dudit arrest, néantmoins plusieurs povres qui se y devoient recevoir ont esté refusez et chacez tellement que plusieurs sont mors et sur les fumiers, et ceulx qui y ont esté mal traictez par ce que la plus part du temps n'ont en leur refection du soupper combien que les religieux dudit prieuré de leur part fussent pourvez de leur soupper et à superfluité⁸⁶ ».

Cette dernière observation ressemble étrangement à d'autres formulées à Tours, décidément, trois ans plus tôt, époque à laquelle « des malheureux sont de jour et de nuyt par la ville, parce qu'on les refuse à loger ès aumosneries⁸⁷ ». Prévaricateur, Maurice de Ponce avait en outre « receu grant somme de deniers extraordinaires du bien de ladite maison-Dieu montans jusques à la somme de troys mil livres tournois ou plus qu'il n'avoit employez au prouffit d'icelle aumosnerie et maison-Dieu ne desdits povres mais avoit esté icelle somme dilapidée et degastée ou mal administrée⁸⁸ ». À la suite de ce procès, il fut décidé de distinguer administrations spirituelle et temporelle. Au prieur reviendrait la charge de la première; à deux échevins angevins, la seconde⁸⁹.

Ces trois procès pour mauvaise administration (Jean de La Mothe, Jean Lebigre et Maurice de Ponce) se font curieusement écho. Ils répètent le même scénario. Les griefs sont identiques. À chaque fois, il est question de corriger un prieur et de veiller à la stricte application des règlements de l'hôtel-Dieu. Les magistrats et les accusateurs sont-ils à ce point pénétrés par ce sentiment et par l'urgence de la sauvegarde d'une institution en péril aux statuts dégradés et prieurs délinquants? En tous cas, est-ce la motivation avancée par les arrêts du Parlement, mais le jeu des forces reconstitué, notamment grâce aux pièces intermédiaires de la procédure, démonte en partie cette argumentation de surface. Dans le cas présent – « l'affaire Jean Lebigre » – l'analyse des procès-verbaux d'audition ou d'exécution montre que la bonne gestion hospitalière correspond moins à la bonne conformité et au respect des statuts de la maison-Dieu, qu'à la bonne possession et défi-

85. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 144.

86. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 144.

87. L'exemple est cité par MOLLAT, Michel, *Les Pauvres au Moyen Âge*, Paris, 1978, p. 327, et CHEVALIER, Bernard, *Les bonnes Villes de France du XIV^e au XV^e siècle*, Paris, 1982, p. 235.

88. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 144.

89. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 144 : « Ledit prieuré de Saint-Jehan-l'Evangéliste [...] seroient regiz et gouvernez *in spiritualibus* par l'auctorité ecclesiastique et *in temporalibus* par l'auctorité de la justice du roy... »

nition du titre de son « chef » : bénéfice ou simple administration ? Pour les détracteurs du prieur, le bon « gouvernement » de l'hôpital procèderait ainsi de la qualité de son administrateur. De même, il y a quelque difficulté à admettre la complète incurie comptable de Jean de La Mothe et la déchéance de Maurice de Ponce. Le premier, chapelain du roi⁹⁰, avait assuré, au moins durant vingt ans sous le priorat de son oncle Philippe Tremblaye, avant de devenir prieur en 1471, la plupart des fonctions administratives de l'hôtel-Dieu⁹¹. Licencié en droit canon, étudiant à l'université d'Angers, il avait alors la réputation d'un « homme lectré⁹² », devenu prieur de l'hôpital Saint-Jean « par force de travail et despence⁹³ ». Encore une fois, il faut souligner la fragilité des témoignages et la versatilité de l'opinion. En effet, l'homme et son administration, décriés en 1493 par la déposition d'anciens malades sont, en 1494, considérés par les détracteurs de Jean Le Bigre. Quant à Maurice de Ponce, il fut pourtant approuvé deux fois par tous les « gens notables de ladite ville d'Angers ». Une première fois, en 1494, lorsqu'il fut nommé commissaire⁹⁴, puis en 1498, élu prieur, le même soutien lui fut réitéré⁹⁵. Ces maigres renseignements prosopographiques viennent encore contredire l'image criminelle façonnée au cours des procédures judiciaires.

En moins de vingt ans, trois prieurs ou prétendus tels furent contestés et sanctionnés. La gestion de l'hôpital, municipalisée, fut confiée à quatre marchands bourgeois, élus par le corps de ville⁹⁶. En 1516, le concordat de Bologne abolit la forme élective des prieurés. Désormais, le prieur serait nommé directement par le pape sur présentation du roi⁹⁷. Pourtant, « cela n'arresta pas le cour du Mal⁹⁸ ». En effet, le prieur de l'hôpital « faisait hautement l'abbé et s'armait du bâton pastoral⁹⁹ ». « Maître absolu¹⁰⁰ », il avait

90. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 84.

91. Il est en effet attesté receveur des cens et rentes de l'hôpital entre 1451-1467 (Arch. dép. de Maine-et-Loire 1 Hs E 51 et E 60) et mentionné procureur de l'établissement entre 1451 et 1470 (Arch. dép. de Maine-et-Loire 1 Hs B 92, f° 140 et B 98, f° 35).

92. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 84.

93. Arch. dép. de Maine-et-Loire 1 Hs E 52.

94. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 127-136.

95. Bibl. mun. d'Angers, ms. 854 (766), f° 137-143, pièces de l'élection au priorat de Maurice de Ponce (1498-1505); Arch. dép. de Maine-et-Loire, 254 H 9, f° 182, sa prestation de serment à l'abbesse.

96. MARTIN, Xavier, « La part du corps de ville... », *op. cit.*, p. 149-162.

97. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs E 69; le premier prieur de l'hôpital qui obtint ces bulles fut Michel Lecomte en 1533.

98. POCQUET DE LIVONNIERE Claude, *Arrests célèbres rendus pour la province d'Anjou*, Paris, t. II, 1725, col. 1026-1029 : « Il est vray que l'humilité et la charité des premiers instituteurs de cette congrégation ne demeure pas longtemps dans sa rigueur et leurs successeurs estans devenus ambitieux [...] et vint à une telle corruption de mœurs et si grande inhumanité envers les pauvres, que les habitans de la ville furent obligez d'en faire souvent la plainte à Monseigneur les évêques et aux officiers du roy et mesme de recourir à l'autorité de la cour de Parlement, qui rendit divers arrêts, entr'autres un en l'an 1489 [...]. Cela n'arresta pas le cour du mal, car les frères de l'hostel-Dieu continuèrent leurs dérèglements... »

99. PORT, célestin, *Inventaire...*, *op. cit.*, « abus et scandales », p. XI.

100. AUDRA, Eugène, *Histoire des hospices d'Angers*, Angers, 1887, p. 25 : « Le prieur devint vite maître absolu et là comme ailleurs le despotisme ne tarda pas à produire ses fruits

« dénaturé à son profit les bienfaits¹⁰¹ » des œuvres de miséricorde. Ainsi, « Il n'était plus question d'aller à la quête des pauvres en ville. Les ressources s'employaient ailleurs, le nombre des serviteurs augmentant à mesure que le service devenait moindre et laissait mourir de faim "sur carreaux" deux et trois cents pauvres par an¹⁰² ». Là encore, « on se plaignit beaucoup de la dureté et de la rapacité des religieux. Leurs mœurs étaient si dissolues "qu'aucune fille ou femme pieuse" n'osait "exercer aucune charité dans ledit hôpital"¹⁰³ ». En 1559, le prieur Robert de Blavon réclamait aux « pères des pauvres » 1 800 livres de pension annuelle au titre de son bénéfice; « mais les bourgeois trouvèrent étrange qu'un prieur "eût cuisiniers, servantes quasi comme si c'était un grand monsieur" et lui accordèrent 300 livres, plus 60 livres à chacun de ses religieux¹⁰⁴ ». Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, ces dernières invectives prolongent, à leur manière, « l'affaire Jean Lebigre ». L'analogie ne doit rien au hasard. Les dernières citations présentées sont extraites du même arrêt du Parlement de Paris, en date du 10 juin 1559¹⁰⁵, et des prolifiques commentaires qu'il suscita¹⁰⁶. Inséré dans le préambule des lettres ordonnant son exécution, François Grimaudet, procureur du roi, demanda que soit retranscrit le réquisitoire¹⁰⁷ qu'il prononça lors du procès contre Robert de Blavon. Il se livre à une violente diatribe. Le discours est assassin pour tous les prieurs bénéficiés de l'hôpital Saint-Jean. Ayant « abusé des biens des pauvres », il témoigne de « la corruption et pourriture des ecclésiastiques ». Usant des références aux Évangiles, il dénonce la négligence des magistrats et l'abus des religieux qui « ont voulu persuader lesdits hospitalux estre bénéficiez et à ce titre sont entrez en héritage des pauvres comme loup ravissant¹⁰⁸... pour leur distribuer l'aumosne à coup de bâton ». Cette

amers. La règle tua la charité. Les religieux trop ou pas assez, plus préoccupés de leur ordre que des soins des pauvres prétendirent que la maison était conventuelle, et les pauvres ne furent bientôt plus traités que comme des intrus. »

101. PORT, célestin, *Inventaire...*, *op. cit.*, « abus et scandales », p. xi.

102. *Ibidem*.

103. AUDRA, Eugène, *Histoire des hospices...*, *op. cit.*, p. 26.

104. *Ibidem*.

105. Depuis longtemps, les principaux arrêts ont été publiés par ROBERT, René, *Recueil des privilèges de la Mairie d'Angers*, Angers, 1748.

106. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs E 1 f° 321-322.

107. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Hs E 1 f° 321-322 : « Noz predecesseurs princes et seigneurs d'Anjou ont esté grands zelateurs de ceste loy divine ont largement donné et aumosné aux pauvres et non seulement servir ceulx de leur temps; mais aussi pour une prouance a perpetuïté ont voulu soullager l'indigence des pauvres qui se trouveront en ceste ville. Et pour ce bastiz douze ou quinze hospitalux ou aumosneries [...] en celuy temps les gens d'eglize estoient fort devotieux par leur bonne vye provoquerent les fondateurs à les proposer au gouvernement desdits hospitalux. La doulceur, vollupté et plaisir desdites richesses les a corrompuz. Les pretres [...] dire que lesdits hospitalux estoient benefices par telle voye oblique ont abusé des biens des pauvres... »

108. Mat 7.15 : « mais au dedans sont des loups rapaces »; Act. 20.29 « il s'introduira parmi vous des loups redoutables ». CHEVALIER, Bernard, *Les bonnes Villes...*, *op. cit.*, p. 234-235, réemploie à dessein la métaphore : « Dans ceux qui subsistent les maigres rentes suffisent à peine à faire vivre décemment la communauté religieuse et le prêtre aumônier; plus d'entretien des bâtiments et du mobilier, plus même de dépenses hospitalières

formule choc, reprise à l'envie, connut un certain succès historiographique. Sans doute moins stylées et érudites, les dépositions contre Jean Lebigre abondaient déjà dans ce sens. À cette différence notable, ce qu'aucun auteur ne rappelle, François Grimaudet fut suspecté de protestantisme¹⁰⁹. Mais son discours globalisant convient, il donne un sens et une explication aux changements intervenus dans l'administration et la législation hospitalières. Ces derniers sont le fruit du désordre, du scandale et de la corruption des mœurs.

•

Ainsi prend forme et se justifie la nécessité d'une réforme hospitalière, mise en place au tournant des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Examinée ici au travers de l'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste d'Angers, la transition entre une administration ecclésiastique vers une gestion laïque de l'hôtel-Dieu tiendrait exclusivement du « mauvais gouvernement » de ses prieurs délictueux; Jean Lebigre apparaissant comme le plus délinquant d'entre tous. Criminalisant leur conduite, une telle présentation oublie toutefois de rappeler qu'ils se trouvaient au centre d'un faisceau d'intérêts divergents d'acteurs multiples. Aussi, juger à l'emporte-pièce le personnel hospitalier sur la seule foi des procédures menées contre lui trahit sans doute une faiblesse et des préconçus historiographiques. La place laissée à la vertu ou à l'abus, que quelques figures remarquables incarneraient, est sans doute trop grande dans l'histoire hospitalière. Trop souvent les jugements moralistes l'emportent, et l'historiographie hospitalière de fonctionner à la manière d'un mythe : la pureté des origines (« l'âge d'or »); le temps corrupteur (« la décadence »), et enfin la restauration de l'ordre ancien (« la réforme »).

Aux origines de l'assistance médiévale, l'image d'Épinal de l'évêque « père des pauvres¹¹⁰ », est-elle ainsi toujours valorisée. Tout comme sont sans cesse louées la ferveur évangélique des premiers laïcs à l'initiative de la floraison hospitalière des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, et les intentions charitables des bourgeois du ^{xvi}^e siècle renouant avec les pratiques de la bienfaisance et des œuvres de miséricorde. À l'époque moderne, les premiers administrateurs laïques des hôtels-Dieu se présenteront d'ailleurs comme les véritables « pères des pauvres ». La récupération de ce qualificatif n'est évidemment pas neutre. La

[...]. Hospices et hôpitaux prennent l'aspect de corps étrangers qui trouvent en eux-mêmes leur propre fin sans rendre aucun service. La décrépitude des institutions hospitalières finit donc par inspirer plus de colère et de scandale que de pitié. Pourtant le retournement progressif des mentalités ne tient pas uniquement à l'image peu édifiante que donnent les professionnels de l'hospitalité, installés sur les biens des pauvres comme « loup ravisseurs », des loups bien maigres souvent. Il procède aussi largement des limites de l'économie urbaine... »

109. PORT, Célestin, *Dictionnaire historique, généalogique et biographique de Maine-et-Loire*, Angers, 1874-1878, t. II, p. 260. Quelques mois auparavant, le 14 octobre 1558, François Grimaudet avait notamment prononcé des *Remonstrances* aux États d'Anjou, « où il préconisait un concile qui serait une assemblée générale de tous les chrétiens et avançait des propositions que la Sorbonne censura comme hérétiques ».

110. MOLLAT, Michel, *Histoire des hôpitaux en France*, IMBERT, Jean (dir.), Paris, 1981, p. 15 : « Image d'Épinal, le personnage de l'évêque défenseur de la cité et père des pauvres n'est pas une simple création mythique du style ampoulé des scribes du très haut Moyen Âge ».

charité a donc ses « héros », mais compte aussi de plus piètres figures, jouant comme de bons faire-valoir. En contrepoint, il apparaît, avec la même logique, évident que seule la perversion des clercs est à même d'expliquer le désordre et la gestion supposée scandaleuse des hôpitaux-Dieu à la fin du Moyen Âge. La responsabilité de tous les maux reposant exclusivement sur l'inconduite des religieux, un étroit et curieux parallèle est alors établi entre « la désolation » des hôpitaux et la déchéance morale de leurs responsables. En ce sens, le recours à la figure du « mauvais prieur » est d'une extraordinaire utilité et facilité. Mais il occulte l'essentiel. Il évacue un débat politique et juridique de longue durée sur la question hospitalière (administration, financement, statut des institutions et du personnel...) et le jeu des forces qui se sont affrontées dans les procès intentés contre les prieurs. Les luttes judiciaires ont fourni les sources de cette construction historiographique. Mais ne sont parvenus ou n'ont été retenus que les plaidoyers des parties adverses. L'exemple documenté de Jean Lebigre montre la défiance qu'il faut conserver face aux dépositions des témoins et aux déclarations des arrêts. Les partis pris et la mauvaise foi sont manifestes. Les arguments déployés appartiennent tantôt à la calomnie, tantôt calquent les poncifs anticléricaux de l'époque. Les anecdotes circonstanciées des témoins auditionnés illustrent finalement avec couleur un genre quasi-littéraire, dont le premier modèle a peut-être été fourni par les sermons de Jacques de Vitry au ^{xiii}^e siècle. Bien que plusieurs siècles le séparent de notre affaire, il existe une étrange parenté et de curieux échos entre ses propos, les dépositions examinées, le discours de François Grimaudet et ses multiples reprises historiographiques. Distribuant les bons et les mauvais points, n'affirmait-il déjà pas que :

« [la] règle de l'hospitalité sainte et agréable à Dieu, cette vie religieuse des hospitaliers s'est corrompue en plusieurs lieux et maisons. Misérablement elle s'est comme réduite à rien, au point qu'un tel ensemble méprisable et détestable d'hommes dépravés n'indispose pas seulement ceux qui connaissent bien leur méchanceté, mais qu'il répugne à la face de Dieu. Sous prétexte d'hospitalité et d'un simulacre de piété, ils se sont transformés en quêteurs, extorquant sans vergogne de l'argent à qui ils le peuvent par le mensonge, la duperie et tous les moyens. Ils s'engraissent eux-mêmes aux dépens des pauvres qu'ils ne soignent pas, sauf quand ils peuvent soutirer, à cette occasion, des aumônes aux fidèles, apportant peu de secours aux pauvres et aux malades, juste assez pour que ces trafiquants rusés, ces voleurs astucieux gagnent beaucoup, grâce à une sorte de chasse frauduleuse. Ceux qui donnent un peu aux pauvres pour recevoir davantage et qui, sous prétexte d'aumônes, recherchent la richesse, il faut les considérer comme prédateurs plutôt que bienfaiteurs... Ces biens qu'ils amassent honteusement, ils les dépensent plus honteusement encore en ripailles et beuveries. Les autres turpitudes auxquelles se livrent en secret et dans les ténèbres ces hommes ténébreux, bien qu'ils ne rougissent pas de les accomplir, la honte nous empêche nous de les décrire présentement... Ils transforment des maisons d'hospitalité et de piété en cavernes de brigands, en bouges de prostituées, en synagogues de Juifs¹¹¹ ».

111. VITRY, Jacques de, *Histoire occidentale*, Jean Longère (éd.), Paris, 1997, p. 176-178.

Au palmarès des turpitudes hospitalières, les accès de violence et les frasques sexuelles de Jean Lebigre, harcelant les paroissiennes de la Trinité, ne déparaient pas aux côtés des hospitaliers d'Aubrac détournant les ressources de l'établissement pour leur entretien personnel, des sœurs de l'hôtel-Dieu de Paris se boxant « à sang coulant » et se livrant à des relations coupables avec les frères¹¹², ou bien encore de la vente des biens de l'hôpital Saint-Didier de Nevers par son maître, Etienne Pierre, tout comme l'affamement des malades « laissés à la rue » par Jacques Pascheau, maître de l'hôtel-Dieu de Bourges¹¹³. Ils sont autant d'images élaborées et véhiculées à l'occasion de leur procès. Que l'on rencontre, dans l'histoire d'un établissement un prieur incompetent ou des dérèglements financiers occasionnels, n'a rien *a priori* de fondamentalement étonnant. Mais qu'à la même époque, une vindicte identique s'abatte sur l'ensemble des prieurs, accusés de n'être que de « mauvais administrateurs corrompus », cela devient beaucoup plus suspect. Aucun des prieurs qui se sont ainsi succédés à l'hôpital Saint-Jean d'Angers entre la fin du xv^e siècle et la première moitié du xvi^e siècle n'a été exempt de critiques. D'autres exemples, moins connus, pourraient être cités, montrant ainsi que cela ne relève pas de la seule coïncidence. L'opprobre est ainsi identique à l'hôtel-Dieu Saint-Julien de Laval, où « le pain des pauvres » est « distribué aux chiens et aux oiseaux¹¹⁴ ». Les mêmes incriminations peuvent être répertoriées pour les hôpitaux de Château-Gontier, Mayenne, la Ferté-Bernard, Coëffort¹¹⁵...

L'abondance des exemples et la répétition des mêmes clichés vont dans le sens de l'élaboration d'un stéréotype. Ils suggèrent aussi que la réforme hospitalière du xvi^e siècle a eu recours à la criminalisation des dirigeants des hôtels-Dieu, et en particulier ceux qui étaient bénéficiés. L'affaire Jean Lebigre est une bonne illustration du lien devenu difficile entre bénéfice et administration hospitalière à la fin du Moyen Âge. Sans aucun recul critique, la reprise à bon compte de ce discours moralisateur montre la ténacité des préjugés historiographiques quand ceux-ci nous sont livrés par des sources judiciaires et soulignent finalement que ce qui n'était sans doute à l'origine qu'un ressort juridique est aussi devenu avec une extraordinaire facilité celui de l'histoire hospitalière.

112. Les deux premiers exemples sont cités par IMBERT, Jean, *Histoire des hôpitaux*, Paris, 1981, p. 21.

113. Les deux dernières références sont citées et exposées par GIRAUDET, Christophe, « L'administration de l'hôtel-Dieu de Bourges à la fin du xv^e siècle : enquête sur la gestion du maître Jacques Pascheau », dans *Fondations et œuvres charitables*, op. cit., p. 239-250. À la note 27, il rapporte qu'en 1442, Étienne Pierre confessa dans un document de cinquante-six articles avoir vendu avec son épouse divers biens de l'hôtel-Dieu : bréviaires, vêtements sacerdotaux, hardes des pauvres, blé, coffres (Arch. mun. Nevers, GG 160).

114. ROCHE, Jehanne, « Hôpitaux de faubourgs », *Actes du 106^e congrès des Sociétés savantes (Perpignan, 1981)*, Paris, 1983, p. 27.

115. CHAUMOT, Frédéric, *Hôtels-Dieu, aumôneries et léproseries, Anjou, Maine et Touraine, 1150-1550*, mémoire de DEA, université d'Angers, 2002.

Annexes

Des onze dépositions enregistrées lors de l'enquête menée contre Jean Lebigre au mois d'août 1494, celles de Guillaume de Bréon¹¹⁶ et de Guillemine de La Haye¹¹⁷ sont particulièrement remarquables. La première, avec force de détails, offre un bon compte rendu des tergiversations auxquelles donna lieu la procédure criminelle engagée depuis 1491 contre l'évêque de Toulon. Elle permet en outre de reconstituer l'argumentaire des officiers de l'abbesse du Ronceray et *a contrario* celui des vicaires de l'évêque d'Angers. Quant au témoignage de Guillemine de La Haye, il illustre bien l'autre pendant de cette enquête, qui à travers l'anecdote et le fait divers cherche à démontrer l'incurie du « soy disant prieur de Saint-Jean-l'Évangéliste ».

Maistre Guillaume de Bréon, licencié en decret, eaigé de 35 ans ou environ, tesmoing par nous fait jurer de dire vérité, oy, enquis et examiné par nous jugé et adjoint dessusdit. Et à nous produit par bullecte sur les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, et 14^e articles des faitz et articles contenuz en l'intendit et articles de l'abbesse d'Angiers à l'encontre du reverend pere en Dieu de Saint-Jehan-l'Envangeliste d'Angiers. Dit et deppose par son serment, qu'il a bien eu congnoissance d'une provision donnée en la court de Parlement le 8^e jour d'avril après Pasques en ceste presente année mil III^e III^e^{xx} et quatorze. Par laquelle est récité comment ledit Le Bigre et aussi les religieux et convent du prieuré de Saint-Jehan-l'Evangeliste dudit lieu d'Angiers requeroient que la main du roy et tout autre empeschement mis et apposez sur le temporel dudit prieuré par arrest de la court de Parlement, à la requeste desdits religieux et convent, pendant certain procès d'appel d'entre le procureur du roy audit lieu d'Angiers et frere Jehan de La Mote. Duquel ledit Le Bigre a le droit fussent ostez et levez au prouffit dudit Le Bigre, qui en avoit esté pourveu par notre Saint Pere le pape par la resignacion dudit de La Mote ou son procureur pour luy. Et après receu et mis en possession du consentement desdits religieux et convent, pour joir et user dudit prieuré, ou a tout le moins ce quil fust permis audit Le Bigre joir dudit prieuré, fruiz et revenuz d'iceluy soubz la main du roy par maniere de provision pendant ledit procès d'appel jucques à ce que autrement en fust ordonné. Ausquelles requestes ladite court ne voullut obtemperez, mayz permist à l'evesque d'Angiers de pouvoir pendant ledit procès d'appel au regime et gouvernement et administracion dudit prieuré ou maison-Dieu de telle notable personne qu'il verroit estre affaire, appelez avecques eux le juge d'Anjou et advocat du roy notredit seigneur audit lieu d'Angiers, l'abbesse de Notre-Dame d'Angiers et les freres et religieux d'iceluy prieuré, pour celui qui fera ainsi commis par ledit evesque d'Angers, joir et user dudit prieuré fruiz et revenuz, selon les statuz et ordonnances anxienues, soubz la main du roy et jucques à ce que autrement en fust ordonné. Laquelle provision ledit depposant a eue entre ses mains et leue de mot à mot. Et dit qu'il a bien congnoissance que ledit Le Bigre a fait de grandes diligences et prouchatz envers les vicaires de monseigneur d'Angiers et envers l'advocat du roy et eulx de qui y se pavoit ayder affin qu'il peust avoir l'administracion dudit prieuré et qu'il peust per-sevoir les fruiz et revenuz d'iceluy. Dit que depuis la feste du Sacre derniere passée, se assemblerent lesdits vicaires en la maison du doyen d'Angiers en laquelle estoient ledit Le Bigre, le juge d'Anjou, l'advocat du roy audit pays, maistre Jehan Hector, chanfre d'Angiers, et plusieurs autres entre lesqueulx y estoient ledit depposant et eulx assemblez en la main dessusdits fut mise la matere en delibéracion par ledit de La Vignolle, doyen d'Angiers. Et avant qu'il en fust autrement oppiné, ledit Le Bigre remons-

116. Bibl. mun. d'Angers, 854 (766), f° 117-118 v°.

117. *Ibid.*, f° 122 v°-123.

trat ausdits vicaires comment ilz luy devoient bailler l'administracion dudit prieuré comme commissaire et qu'il estoit plus convenable qu'il y fust commis que ung estrai-gier et offroit à rendre bon et loyal compte à ladite administracion et de bailler plege de ce faire. Après laquelle remonstrance ainsi faicte pour la part dudit Le Bigre, fut ice-luy Le Bigre fait retirer appart et puy appuié par les assistans se lesdits vicaires par vertu dudit arrest avoient puissance de le comectre commissaire dudit prieuré et mai-son-Dieu, veu qu'il y prétendoit droit et quil sambloit que ladite court l'en eust ja débouté. Et premier fut sceue l'oppinion dudit juge d'Anjou qui fut d'oppinion que les-dits vicaires ne le poyoient ne dovoient faire et qu'il luy sambloit que ja ledit Le Bigre en avoit esté debouté par ledit arrest et que se ladite courte eust voullu que ledit Le Bigre eust esté commissaire dudit prieuré qu'elle eust fait aucune mencion par sondit arrest par quoy luy sambloyt que se ilz le faisoient que la court ne le sousleroit pas et disoit plusieurs raisons pour quoy ilz ne le pouvoient et devoient faire. Plusieurs des-queulx assistans furent de ceste oppinion entre lesqueulx y eut maistre René Manuel, Ligier Buschier qui estoient lors présens pars lesqueulx fut longuement contredit et débatu que ledit Le Bigre ne fust point commis commissaire et furent faictes de grandes remonstrances par ledit Manuel comment il ne se devoit faire, mais bien fut d'oppi-nion iceluy Manuel que pour contenter ledit Le Bigre et qu'il n'eust matere de soy plaindre des commissaires que on commist au regime et administracion dudit prieuré deux des religieux dudit prieuré et maison-Dieu s'ilz en voullotent prandre la charge. Et en cas qu'ilz ne la voullotent prandre que prainst des religieux de Toussains ou de la Rôe qui sont du même ordre. Et samblablement fut maistre Mathurin Jollis, promo-teur de monseigneur d'Angiers, de ceste meme oppinion et en eust esté ledit deppos-ant d'opinion qui luy en eust demandé du contraire y en eut d'autres tenans le party dudit de Toullon, c'est assavoir le chantre d'Angiers que l'on disoit qu'il avoit stipulé lesdits vicaires de ce faire et aussi le maire d'Angiers qui estoit venu pour ledit Le Bigre qui furent d'oppinion que on le poyoit mectre commissaire et furent alleguées plusieurs raisons par ledit maire d'Angiers, comment lesdits vicaires le poyoient et le devoient faire actendu certaine offre que ledit Le Bigre faisoit et plusieurs autres furent de ceste oppinion. Mais sur ce ne fut riens conclud en ceste matière sur ce que maistre Anthoine Moreau, l'un des vicaires, dist qu'il escriproit à monseigneur d'Angiers ce que avoit esté fait et que sans luy on ny devoit riens faire ne conclure et qu'il avoit bien la matere atenens. Et estoit bien d'oppinion ledit Moreau que l'on n'y devoit pas commectre ledit Le Bigre. Dit qu'il fut appointé que ledit Buschier, procureur de ladite abbesse d'Angiers, bailleroit memoires audit Moreau pour envoyer à envoyer à monseigneur d'Angiers pour remonstrer les causes et raisons par lesquelles ladite abbesse contre disoit et opposoit que ledit Le Bigre ne fust commis commissaire audit prieuré. Dit qu'il a oy quil a esté rapporté à ladite abbesse et à ceulx de son conseil que lesdits vicaires avoient despesché une commission audit Le Bigre par que le regime et administracion audit prieuré et maison-Dieu luy ont esté commis et la jouissance des fruitz d'iceluy et mandé à touz leurs subjectz le mectre en possession actuelle corporelle et réelle en ostant touz autres commissaires. Laquelle commission il dit estre datée du second jour de juillet derrain passé ainsi que ledit depposant dit avoir veu ou double d'icelle com-mission et que ce a esté fait sans le consentement de ladite abbesse et sans deuement que la y appeller à laquelle abbesse appartient et non à autre mectre le prieur dudit lieu de Saint-Jehan en possession ainsi que ledit depposant dit avoir veu par les lettres du moustier. Dit que ledit Le Bigre administre tant en temporel que en spirituel audit prieuré et prent les fruitz et revenuz d'iceluy. Et a oy dire que ledit Le Bigre fait tout apporter en sa cuisine et ne vieult plus souffrir que les povres ayent cuisine à part comme ilz avoient de coustume et que l'on dit qu'ilz sont mal traictez et que ledit de Toullon fait reffus de les recevoir. Dit que l'on parle de la mauvaise conversacion d'ice-luy Le Bigre et ses gens tant audit prieuré et maison-Dieu que es environs et fait grans

festemens. Et autre chose ne dépose du contenu en touz lesdits articles par nous diligamment enquis.

Damoiselle Guillemine de La Haye, paroissienne de la Trinité d'Angers, eaigée de 37 ans ou environ, tesmoing par nous fait jurer de dire et deposer verité, oye, enquisse et examinée par nous jugé et adjouinct dessusdits. Et à nous produit par bullete sur les 10, 11, 12, 13 et 14 articles des faitz et articles contenuz en l'intendit de ladite abbesse d'Angers à l'encontre dudit Le Bigre. Dit et depose par son serment qu'elle est natife de la paroisse de la Trinité, en laquelle paroisse depuys ledit temps alla près que tousjours demouré fors par le temps de 4 ou 5 ans autres qu'elle s'en alla demourer en court. Et dit avoir eu congnoissance dès ledit temps de 22 ans dudit prieuré et maison-Dieu de Saint-Jehan-l'Evangeliste d'Angers, ouquel prieuré elle a veu administrer comme prieur un nommé frère Jehan de La Mote, depuy la possession par lui prinse cest tousjours porté comme prieur et administrateur dudit prieuré et n'apprient que autre s'en soit entremys. Fors depuys demy an ençza, elle veu ledit Le Bigre, évesque de Toullon, soy disant nommer et porter comme prieur et administrateur d'iceluy prieuré et maison-Dieu par la permutacion qu'il auroit faicte de certain autre benefice qu'il a baillé et en récompense et permutacion audit de La Mote. Auquel Le Bigre, ladite a veu depuis troys moys encza prandre les fruitz et revenuz d'iceluy prieuré et a oy dire que les receveurs des terres dudit prieuré et maison-Dieu luy baillèrent leurs receptes et deniers comme prieur. Lequel Le Bigre, ainsi qu'elle a oy dire et tenir communément aux voisins dudit prieuré et mesme à une nommée Mathurine de Sourmon de laquelle ne sauroit deposer, que ledit Le Bigre administre mal le bien dudit prieuré, tant parce qu'il traicte mal les pauvres estans en iceluy, par ce quilz ne sont pas traictez ainsi quilz doivent et qu'ilz ont coustume au temps passé, et ne leur baille si bonne livrée comme il avoient acoustumé avoir. Aussi ne les laisse convalesses, ne guerir comme ilz avoient de coutume, mays les renvoye par force et oultre leur gré et avant qu'ilz puissent aller ne cheminer tellement que à plusieurs en est ensuy plus grant maladie quilz ne avaient auparavant. Aussi a pareillement oy dire, que ledit Le Bigre ne veult recevoir les povres qui estoient admenez en ladite maison-Dieu et les reffusent. Dit que ledit Le Bigre a très mauvais renom et dit l'on qu'il est de très mauvaise vie et conversacion, tant parce qu'il hante lieux dissoluz que autrement. Et ladite déposéante, depuys troys moys encza, la veu hanter et frequenter en une maison mal renommée et ou l'on dit communement que ladite maison n'est que ung bordeau. Dit pareillement que ses serviteurs conversent mal et sont dissoluz et plusieurs outrages. Et à elle qui depose, le vendredi d'avant la Madelaine, comme elle s'en venoit de la maison de ladite abbesse et sur le soir lesdits serviteurs dudit Le Bigre concurent sus à ladite déposéante et à une femme sienne chambenièrre et luy voulurent faire desplaisir, et dirent à ladite déposéante plusieurs parolles injurieuses et deshonestes. Et sont iceulx serviteurs dudit Le Bigre converse touz les soiers environ le tertre Saint-Laurent pour guicter ceulx qui y passer. Dit avoir pareillement oy dire, que ledit Le Bigre fait faire la cuisine des povres en autre lieu quelle ne avoit acoustumé, tellement que lesdits povres ne povent faire cuire leurs necessitez et eulx chauffer ainsi qu'ilz avoient acoustumé. Et comme dessus a déposé sont lesditz povres mal traictez et entretenus et ne vieult receure ceulx que on amene. Et desdites choses dit estre comme renommée audit prieuré et es environs et est ce qu'elle depose par nous diligamment enquisse.

RESUME

Au tournant des xv^e et xvi^e siècles, les procès ouverts contre les prieurs, recteurs ou administrateurs hospitaliers abondent. Accusés de négliger leur charge et les oeuvres de miséricorde, les plaintes et les scandales sont tels que les officiers royaux saisis instruisent contre ces « mauvais prieurs » tenus alors de rendre compte de leurs éventuelles malversations. L'enquête menée contre Jean Lebigre, évêque de Toulon, en est une bonne illustration. Onze témoins à charge sont auditionnés et tous dénoncent sa complète incurie et sa détention abusive du titre et du bénéfice de prieur de l'hôtel-Dieu d'Angers. Opportunément documentée, « l'affaire Lebigre » permet non seulement de retracer une chronique judiciaire tumultueuse, mais également d'examiner le bien-fondé de ces accusations.

ABSTRACT

At the turn of the 15th and 16th centuries, open procedures against priors, deans or hospice administrators abound. Accused of neglecting their charges and deeds of mercy, the complaints and scandals are such that the royal officers accuse these "bad prior" who were then obliged to give account of their eventual bad deeds. The procedure against Jean Lebigre, bishop of Toulon, is a good illustration. He was suspected of wrongly retaining the aforementioned title and the benefice of prior in the Hospice of Angers. Eleven witnesses were auditioned and they all denounced his complete negligence. Opportunely documented, the "Lebigre affaire" can not only recall a tumultuous judicial chronicle, but also examine the well-founded charges.